

Éditorial



François Baroin
Président de l'AMF

Répondre à la demande de proximité et d'efficacité

Invités par le gouvernement à jouer un « rôle essentiel » dans l'animation du grand débat national, qui s'est achevé le 15 mars, les maires ont rempli un rôle de facilitateurs dans l'organisation matérielle des milliers de réunions locales qui se sont tenues dans le pays, en ouvrant des cahiers de doléances dans leur mairie, en collectant et en transmettant aux préfetures les nombreuses contributions des citoyens, au cours d'un exercice démocratique sans précédent. Ils ont parfois apporté leur propre contribution au débat. Les maires ont également participé aux réunions organisées par le chef de l'État auquel ils ont fait part de leurs attentes, parfois de leur colère et de celle de leurs administrés, et de leurs propositions.

S'ils se sont impliqués dans l'organisation du grand débat, les maires ne sauraient en aucun cas porter la responsabilité des réponses que la crise actuelle appelle de la part du gouvernement. Après le temps du débat, que des conférences nationales et régionales puis des débats au Parlement ont prolongé, début avril, vient en effet le temps des réponses

de la part de l'État. Ces réponses devront être à la hauteur des attentes formulées par les Français : amélioration du pouvoir d'achat, équité fiscale, renforcement des services publics de proximité (santé, éducation...), désenclavement des territoires fragiles. Les citoyens ont une exigence de proximité et d'efficacité, précisément incarnées par les maires au quotidien.

Dans ce contexte, les attentes exprimées appellent tout sauf une réponse technocratique et centralisée de la part de l'État. Les solutions viendront des territoires. C'est pourquoi dans leur contribution au grand débat, l'AMF, l'ADF et Régions de France, réunies au sein de Territoires Unis, exhortent le président de la République à engager une décentralisation véritable qui est la condition nécessaire d'une amélioration de la situation économique et sociale du pays. Il est urgent de rapprocher les centres de

décision des citoyens pour améliorer l'efficacité et la lisibilité de l'action publique. L'État doit se recentrer sur ses missions régaliennes. Et, enfin, faire confiance et donner les moyens d'agir aux élus locaux.

« L'État doit se recentrer sur ses missions régaliennes et faire confiance aux élus. »